

WWDR 2023

L'Édition 2023 du Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR 2023) se concentre sur les partenariats pour réaliser les droits humains à l'eau et à l'assainissement.

Titre
WWDR 2023

Rapport mondial des Nations unies 2023 sur la mise en valeur des ressources en eau

Éditeurs
UNESCO

pour le compte de

UN Water

sous la coordination de Richard Connor

ISBN
978-92-3-200283-9

Pages
215

Sortie
2023

Téléchargement

Rapport + Fascicule

Faits & chiffres de l'eau

UN Water / UNESCO

Partenariats et coopération pour l'eau

À

Il est urgent d'établir de solides mécanismes internationaux pour éviter que la crise mondiale de l'eau ne devienne incontrôlable. L'eau est notre avenir commun et il est essentiel d'agir ensemble pour la partager équitablement et la gérer durablement.

Audrey Azoulay

directrice générale de l'UNESCO

Il y a beaucoup à faire et le temps ne joue pas en notre faveur. Ce rapport démontre notre ambition et nous devons pressentir nous rassembler et intensifier l'action. C'est le moment pour nous de faire la différence.

Gilbert F. Houngbo

président d'ONU-Eau et directeur général de l'Organisation internationale du travail

À

Dans le monde, 2 milliards de personnes (soit 26 % de la population) sont privées d'accès à l'eau potable et 4,6 milliards de personnes (46 %) n'ont pas accès à un système d'assainissement sûr et adéquat, selon le rapport publié par l'UNESCO au nom d'ONU-Eau et lancé le 22 mars 2023 à l'occasion de la Conférence des Nations unies sur l'eau 2023 organisée à New York.

Entre deux et trois milliards de personnes connaissent des pénuries d'eau pendant au moins un mois par an, ce qui fait peser de graves risques sur leurs moyens de subsistance, à travers la sécurité alimentaire et l'accès à l'électricité notamment. La population urbaine mondiale confrontée au manque d'eau devrait doubler, passant de 930 millions en 2016 à 1,7 milliards, voire 2,4 milliards, de personnes en 2050. Les sécheresses extrêmes et prolongées ont également une incidence croissante sur les écosystèmes et entraînent des conséquences désastreuses pour les espèces végétales et animales.

À

La coopération internationale : la clé de l'accès à l'eau pour tous

Presque toutes les interventions liées à l'eau impliquent une certaine forme de coopération. Cultiver la terre requiert l'usage de systèmes d'irrigation partagés par les agriculteurs. L'approvisionnement en eau potable à un coût abordable des villes et des zones rurales n'est possible que par une gestion commune des systèmes d'assainissement et

d'approvisionnement en eau, et la coopération entre ces communautés urbaines et rurales est essentielle pour garantir à la fois la sécurité alimentaire et le maintien des revenus des agriculteurs.

La gestion des fleuves et des aquifères qui traversent des frontières internationales rend la question d'autant plus complexe. S'il a été démontré que la coopération en matière de bassins et d'aquifères transfrontaliers présente de nombreux avantages au-delà de la sécurité de l'eau, notamment l'ouverture de canaux diplomatiques supplémentaires, seuls 6 des 468 aquifères internationaux partagés dans le monde font l'objet d'accords de coopération officiels.

À l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, les Nations unies appellent à renforcer la coopération internationale en matière d'utilisation et de gestion de l'eau. C'est le seul moyen d'éviter une crise mondiale de l'eau dans les décennies à venir.

Les partenariats et la participation citoyenne permettent d'accroître les bénéfices

Les services environnementaux, tels que la lutte contre la pollution et l'enrichissement de la biodiversité, figurent parmi les avantages partagés les plus souvent soulignés dans le rapport, de même que les possibilités de partage de données, d'informations et de cofinancement. À titre d'exemple, les "fonds pour l'eau" sont des systèmes de financement qui rassemblent les utilisateurs en aval, tels que les villes, les entreprises et les services publics, pour investir collectivement dans la protection des habitats en amont et la gestion des terres agricoles afin d'améliorer la qualité de l'eau ou sa quantité globale.

Le Fonds pour l'eau de Monterrey au Mexique, lancé en 2013, a permis de préserver la qualité de l'eau, de réduire les inondations, d'améliorer l'infiltration et de réhabiliter les habitats naturels grâce au cofinancement. La réussite d'approches similaires en Afrique subsaharienne, notamment dans le bassin versant de la rivière Tana-Nairobi, qui fournit 95 % de l'eau douce de Nairobi et 50 % de l'électricité du Kenya, illustre le potentiel mondial de ces partenariats.

La participation des parties prenantes concernées favorise également l'adhésion et l'appropriation. L'implication des utilisateurs finaux dans la planification et la mise en œuvre des systèmes d'eau permet de créer des services qui correspondent davantage aux besoins et aux ressources des communautés locales, et d'accroître l'acceptation et l'appropriation par le public. Elle favorise également la responsabilisation et la transparence. Dans les camps de déplacés de la région de Gedo en Somalie, les résidents élisent des comités de l'eau qui gèrent et entretiennent les points d'eau qui approvisionnent des dizaines de milliers de personnes. Les membres du comité s'associent aux autorités locales en charge de l'eau au sein des communautés d'accueil afin de partager et de gérer les ressources en eau.

Au sommaire de cette édition 2023 : L'état des ressources en eau douce dans le monde - Les progrès accomplis dans la réalisation de l'ODD-6 - Alimentation et agriculture - Environnement - Approvisionnement en eau et assainissement dans les établissements humains - Industrie - Santé - Le changement climatique - Perspectives régionales - Éducation et renforcement des capacités - Données, informations et suivi - Innovation - Financement - Gouvernance : une approche mobilisant l'ensemble de la société.

À